



Ville de Mios

CONSTRUCTION D'UNE HALLE COUVERTE ET D'UN OFFICE DE TOURISME
HALLE DE MIOS
Place de l'Europe
33380 MIOS

Maître d'Ouvrage

MAIRIE DE MIOS
Place du 11 Novembre
33380 MIOS

Architecte

EURL JEAN DUBROUS ARCHITECTURE
90, avenue Saint-Exupéry
33260 LA TESTE DE BUCH

C.C.A.P.

Indice	Date	Modification

Article 1 - OBJET DU MARCHE DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1-1 - OBJET DU MARCHE

L'ensemble du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières s'applique à l'ensemble des prestations afférentes à l'objet du marché.

Le marché régi par le présent cahier a pour objet :

**CONSTRUCTION D'UNE HALLE COUVERTE ET D'UN OFFICE DE TOURISME
HALLE DE MIOS
place de l'Europe
33380 MIOS**

Article 1-2 - TRANCHES ET LOTS - MODE D'INTERVENTION DES ENTREPRISES

L'ensemble des travaux est réparti en lots dont chacun fait l'objet d'un marché séparé. La liste des lots est la suivante :

- Lot n°00: DISPOSITIONS COMMUNES
- Lot n°01: GROS OEUVRE
- Lot n°02: CHARPENTE BOIS
- Lot n°03: COUVERTURE ZINGUERIE
- Lot n°04: MENUISERIES EXTERIEURES
- Lot n°05: MENUISERIES INTERIEURES
- Lot n°06: PLATRIERIE
- Lot n°07: ELECTRICITE
- Lot n°08: PLOMBERIE SANITAIRE CHAUFFAGE VMC
- Lot n°09: CARRELAGES, FAIENCES
- Lot n°10: PEINTURE
- Lot n°11: VRD espaces verts
- Lot n°12: SERRURERIE

Article 1-3 - MAÎTRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre est confiée à :

**EURL JEAN DUBROUS ARCHITECTURE
90, avenue Saint-Exupéry
33260 LA TESTE DE BUCH**

Cette mission de maîtrise d'œuvre comprend les tâches :

A.P.S, A.P.D, Permis de Construire, Consultation des entreprises, Préparation des marchés. Reste à la charge de l'entrepreneur l'ensemble des plans détaillés de fabrication et les notes de calcul qui peuvent être demandés par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Article 1-4 - ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION (O.P.C)

Article 1-5 - COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS (S.P.S)

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs en phase de réalisation est confiée à :

BUREAU DOMIELEC
11, rue Galin
33100 BORDEAUX

désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur S.P.S".

Article 1-6 - CONTRÔLE TECHNIQUE

Le contrôle technique est confié au Bureau de Contrôle :

ANCO ATLANTIQUE
M. THOMAS Benjamin
277, rue Forestière
40600
Tél : 05 58 04 16 11 – Fax : 05 58 82 03 81

Article 1-7 - SOUS-TRAITANCE

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31-12-75 sont d'ordre public. Les modalités relatives à une éventuelle sous-traitance sont détaillées dans un << Avenant de sous-traitance >> conforme au modèle joint à la lettre d'engagement et renseigné à la diligence de l'entrepreneur. Lorsque cet avenant est rédigé postérieurement à la conclusion du marché, il est envoyé par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception. L'absence de réponse de la part du maître de l'ouvrage pendant un délai de 21 jours équivaldra à une acceptation tacite. La validité du sous-traité est subordonnée à la constitution, par l'entrepreneur principal, d'une caution personnelle et solidaire, en application de l'article 14 de la loi précitée. Le maître d'ouvrage n'acceptera pas de délégation de paiement aux sous-traitants.

Dans tous les cas de sous-traitance, l'entrepreneur est tenu de communiquer les sous-traités et leurs éventuels avenants au maître de l'ouvrage si celui-ci en fait la demande. Si l'entrepreneur n'y donne pas suite, il encourt une pénalité de 100 euros par jour de retard entre le 15^{ème} et le 30^{ème} jour. Au-delà du 30^{ème} jour, et après un rappel par mise en demeure, le maître de l'ouvrage pourra appliquer la sanction prévue à l'article 20,1,2, de la norme.

Article 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Article 2-1 - DOCUMENTS CONTRACTUELS :

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières. Les pièces générales bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues de l'entrepreneur.

A) DOCUMENTS PARTICULIERS

- L'ACTE D'ENGAGEMENT

- LE CALENDRIER D'EXÉCUTION qui sera mis au point au cours de la période de préparation dans le cadre du planning joint au dossier sur la base duquel l'entrepreneur a établi son acte d'engagement.

- LE C.C.A.P. présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

- LE DESCRIPTIF DES TRAVAUX ou CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) suivant les différents lots, complété par les avis techniques du C.S.T.B. et de l'avis des assurances pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus.
- LES PLANS établis par l'auteur du projet, complétés par les plans de détails d'exécution définissant d'une façon complète les bâtiments à construire.
- Le rapport préalable du bureau de Contrôle
- Le Plan Général de Coordination Sécurité Santé (P.G.C.S.S.)

B) DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- LES CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES en vigueur à la date de remise de l'acte d'engagement.
- LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.
- LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES constituées par les documents du R.E.E.F. et du C.S.T.B. en vigueur à la date de remise de l'acte d'engagement et notamment :
 - * Les règles de calculs et documents conformes aux D.T.U.
 - * Les documents Techniques Unifiés
 - * Les normes françaises
 - * Les normes U.T.E. - U.S.E.
 - * Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages traditionnels
 - * Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.
 - * Plus généralement tous les cahiers techniques ou cahier des clauses spéciales techniques.
- LES REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION des bâtiments d'habitations édictées par le décret 69.596 du 14 Juin 1969 et les arrêtés d'application, ainsi que la réglementation sur les économies d'énergies.

Article 2-2 - ORDRE DANS LEQUEL PRÉVALENT LES PIÈCES DU MARCHÉ EN CAS DE CONTRADICTION.

En cas de contradiction entre elles, les pièces du marché prévalent les unes contre les autres dans l'ordre suivant : 1 : L'acte d'engagement - 2 : OS de notification - 3 : CCAP - 4 : CCTP - 5 : Plans - 6 : Calendrier d'exécution.

Article 2-3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS COMPLÉMENTAIRES ÉLABORES EN COURS DE MARCHÉ.

Le marché ne peut être modifié que par l'accord exprès des parties sur des points particuliers. Cet accord sera formalisé par un avenant.

Article 3 - CLAUSES FINANCIÈRES

Article 3-1 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES.

Le marché est passé à prix global forfaitaire.

L'entrepreneur doit avoir parfaite connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux; il reconnaît notamment avant remise de son acte d'engagement :

- pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.

- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et plus particulièrement en ce qui concerne les travaux de mitoyenneté.

- procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier, stockage des matériaux, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...

- contrôlé toutes les indications des documents du marché, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (S.P.S), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et avoir pris tous les renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Service des Ponts-et-chaussées, Services Municipaux, Services des Eaux, Électricité de France, P & T, service de sécurité, etc..)

Les prix tiennent compte de toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés du présent C.C.A.P.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour travaux supplémentaires éventuels qu'il aura l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutifs au redressement à un manque de conformité du projet par rapport aux exigences réglementaires citées ci-avant.

Il en est de même des exigences des services concessionnaires et de l'Inspection Départementale de la Sécurité.

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par les prix forfaitaires portés dans la décomposition du prix forfaitaire non révisable et non actualisable.

Il est précisé que tous changements dans les dimensions ou les caractéristiques des ouvrages ne peuvent être acceptés par le maître d'œuvre qu'après l'accord du maître d'ouvrage. Dans le cas où l'entrepreneur demande la réalisation de travaux supplémentaires, il devra en informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre avec devis présenté au préalable.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

Article 3-2 - CONTENU DE PRIX

En complément de l'article 6-1, de la norme, les prix du marché sont réputés comprendre :

- les frais d'installation de chantier, les frais d'études tels que notes de calculs, plans d'exécution, quantitatif détaillé, nécessaires à la réalisation de l'ouvrage complétant ceux fournis par le maître d'œuvre au titre de sa mission.

Frais et accessoires de chantier sont compris dans le prix du marché. Ces dépenses sont réparties de façon suivant :

1 - Installations générales (suivant dispositions du P.G.C.S.P.S.) de l'entreprise de gros œuvre

Elles sont imputées au lot GROS OEUVRE. Les dépenses d'entretien font elles aussi l'objet d'une répartition.

2 - Installations communes et dépenses de consommation de l'entreprise gros œuvre

Elles sont inscrites à un compte prorata géré par l'entreprise désignée ci-dessus. Le prix du marché de l'entreprise comprend les sommes à payer au Gestionnaire du compte prorata.

3 - Installations particulières

Les diverses entreprises règlent d'un commun accord les dépenses suivantes dans la mesure où elles n'ont pas été mises par le marché à la charge d'une entreprise déterminée et ne figurent pas dans le compte prorata :

Installation, entretien et réparation des matériels, dispositif ou engins installés par une entreprise pour ses propres besoins et utilisés par une ou plusieurs autres entreprises.

4 - Échafaudages

Chaque entreprise devra poser son propre échafaudage

Article 3-3 - INDEXATION DES PRIX

Le mois d'établissement des prix est le mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement par l'entrepreneur.

Articles 3-4 - APPROVISIONNEMENTS

Il n'est pas prévu d'acompte sur approvisionnement.

Article 3-5 - AVANCES

En application de l'article 87 du CMP, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Article 3-6 - ÉTATS DE SITUATION

L'entrepreneur établira au 30 de chaque mois, la récapitulation de toutes les sommes qui lui sont dues au titre du marché, les travaux justifiés par les attachements et l'état d'avancement de la décomposition forfaitaire.

Les états de situation doivent parvenir au maître d'œuvre dans un délai de 6 jours suivant le 30 du mois d'exécution des travaux.

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1 du C.C.A.G.

Les délais maximums de mandatement des acomptes et du solde sont fixés respectivement à 30 jours fin de mois.

Par dérogations à l'article 13.44 du C.C.A.G., le titulaire doit renvoyer le décompte général au Maître d'œuvre dans un délai de 20 jours.

Article 3-7 - DÉCOMPTE ET BON D'ACOMPTE

Le maître d'œuvre vérifie les documents remis par l'entrepreneur et, à partir de ces éléments, établit le décompte de l'ensemble des sommes dues au titre du marché. Ce décompte comprend :

- Les travaux et avenants
- Les pénalités provisoires et définitives.
- Les travaux à prix fermes.
- Les pénalités ou retenues provisoires. Le maître d'œuvre établit le bon d'acompte comme indiqué dans l'article 17,4,1, de la norme.

Article 3-8 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS

3-8-1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du C.C.A.G.;

3-8-2. Modalités de paiement direct par virements

En application de l'article 115 du CMP, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Article 3-9 - MÉMOIRE DÉFINITIF - DÉCOMPTE FINAL ET SOLDE.

Le mémoire définitif sera remis par l'entrepreneur au maître d'œuvre, dans un délai de 30 jours à dater de la réception ou de résiliation.

Article 3-10 - RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur les sommes dues à l'entrepreneur au titre de son marché et en application de l'article 101 du CMP.

Les sommes correspondant à cette retenue de garantie pourront être consignées sur un compte bloqué.

Toutefois si le titulaire du marché est une S.C.O.P., un artisan ou une société coopérative d'artisans, il est fait application de l'article 143 du C.M.P.

Par dérogation à l'art. 4-2 du C.C.A.G., elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Article 3-11 - INTÉRÊTS MORATOIRES
SANS OBJET.

Article 3-12 - INDEMNITÉS

Par dérogation à la norme, les articles 8,1,1, et 8,1,2, relatifs à l'augmentation et à la diminution de la masse des travaux ne sont pas applicables aux marchés ou parties de marché passées à prix forfaitaires.

Article 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION

Article 4-1 - DÉLAIS CONTRACTUELS

Le délai global d'exécution des travaux est de 6 mois. Ce délai intègre les jours de congés légaux du personnel de l'entreprise; les jours d'intempéries prévisibles. L'origine contractuelle des délais d'exécution pour chaque marché est précisée sur le calendrier d'exécution joint en annexe.

Article 4-2 - CALENDRIER D'EXÉCUTION

Le maître d'œuvre établira les calendriers détaillés des travaux à partir du découpage en tâches élémentaires de l'ensemble des travaux dans le cadre du calendrier général joint au dossier de consultation. Ces documents établis avec méthode reconnue d'ordonnancement et de planification seront élaborés en concertation avec les entreprises. Ils seront signés par le maître de l'ouvrage et chaque entrepreneur et auront alors valeur contractuelle.

Article 4-3 - PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION, INTEMPÉRIES

Voir norme.

Article 4-4 - PÉNALITÉS POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE.

4-4-1. Pénalités pour retard

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié.

- A. Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné
Il est fait application de la pénalité journalière indiquée au C ci-après.
- B. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque entrepreneur sur le chantier.
Du simple fait de la constatation d'un retard par l'économiste, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée au C. Ci-après.
Cette retenue est transformée en pénalité définitive et recalculée à la valeur de cette dernière, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :
 - * ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot;
 - * ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.
- C. Montant des pénalités et retenues journalières prévues au 4-4-1 A. Et B. :

La valeur de la pénalité s'applique au montant HT de l'ensemble du lot considéré dans les conditions prévues à l'article 20.1 du C.C.A.G.;

Lot	Valeur de la pénalité (art. 4-4-1. A)		Valeurs de la retenue provisoire (art.4-4-1 B)	
	euros	millièmes	euros	millièmes
		1/1000		1/1000

Ces valeurs de pénalité et retenue sont applicables à tous les lots.

4-4-2. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue sera opérée dans les conditions stipulée à l'article 20.6 du C.C.A.G. sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue est fixé à 100 euros (H.T.par jour).

La valeur de la retenue est applicable à tous les lots.

4-4-3. Pénalités diverses

4-4-3-1. Rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du C.C.A.G., une pénalité fixée à 100 euros (H.T).

4-4-3-2. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

160 euros (H.T) pour non-respect des mesures de sécurité préconisées par le coordonnateur SPS et notifiées par procès-verbal dressé par le Maître d'œuvre.

4-4-3-3 Autres pénalités diverses

En cas de non-respect des délais, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'art. 49.1 Du C.C.A.G., une pénalité journalière fixée à 160 euros (H.T).

Article 5 -PRÉPARATION COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

Article 5-1 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

L'implantation des ouvrages est assurée par l'entrepreneur et vérifiée contradictoirement par le maître d'œuvre.

Implantations :

L'entrepreneur de gros œuvre devra faire effectuer, à ses frais, l'implantation des axes des voies intérieures par le Géomètre d'opération.

Un procès-verbal d'implantation sera établi et remis au Maître d'œuvre après contrôle par l'entreprise chargée du gros œuvre

Les implantations complémentaires seront effectuées par les entrepreneurs et vérifiées par le géomètre sus-indiqué, sur l'ordre de l'entrepreneur et à ses frais.

Les repères principaux d'implantation définis en x, y, z seront conservés pendant la durée complète du chantier. Dans le cas de disparition, ces repères seront établis par le géomètre aux frais de l'entrepreneur chargé de la voirie.

Article 5-2 - RÉUNION DE CHANTIER

Les réunions de chantier seront hebdomadaires

Devront y assister les entrepreneurs convoqués par le compte rendu précédent.

Le maître d'œuvre rédigera un compte-rendu de la réunion et le diffusera à toutes les personnes concernées. Les décisions prises au cours de la réunion doivent être suivies d'exécution sans attendre le compte rendu.

Toute absence est irrévocable et fera l'objet d'une pénalité de 100 euros (H.T).

Tout retard de + de 15 mn à une réunion fera l'objet d'une pénalité de 100 euros (H.T).

Article 5-3 - COORDINATION

La coordination des travaux sera assurée par le maître d'œuvre.

Article 5-4 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER

Voir norme NF P 03-001.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les dispositions de l'art.9 de la norme, notamment:

Art 09.1.1.

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes les dispositions afin de s'assurer la sécurité, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voiries ou autres.

Art 09.2.1.

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous les accidents aux ouvriers travaillant sur le chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés ainsi qu'aux personnes employées à titre quelconque sur le chantier qui seraient étrangères à celui-ci.

Art 09.3.1.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

Article 5-5 - NETTOYAGE

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution de ses travaux. Une tâche partielle du calendrier d'exécution ne sera considérée terminée qu'à la fin du nettoyage qui s'y rapporte. La parfaite finition de chaque ouvrage sous entend la mise à disposition de surfaces propres et nettes pour les corps d'état suivants.

Article 5-6 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

(S.P.S)

A. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur S.P.S.

B. Autorité du coordonnateur S.P.S

Le coordonnateur S.P.S doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S

1. Libre accès du coordonnateur S.P.S

Le coordonnateur S.P.S a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire :

- Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S :

- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S.;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats;
- la copie des déclarations d'accidents de travail;

- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S et les intervenants.

- Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S :

- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet;
- de son/ses interventions(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (G.P.A);

- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S est soumis au maître d'ouvrage.

D. Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

La notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est jointe au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

E. Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Article 6 RÉCEPTION DES OUVRAGES

L'art. 15 de la norme est complété comme suit.

Article 6-1 - PRERECEPTIONS TECHNIQUES

6-1-1, Il est prévu, antérieurement à la demande par l'entrepreneur de réception des ouvrages par le maître de l'ouvrage, une préréception par lot au fur et à mesure soit de l'achèvement de la totalité du lot, soit d'une partie significative de ce lot.

Elle a pour but de constater, que les conditions requises pour que l'entrepreneur puisse prétendre demander la réception de ses travaux, sont respectées.

Elle est constituée d'un contrôle << de visu >> et d'une réunion de préparation à la réception qui permet de constater la quantité et la qualité des travaux.

Cette préréception des supports obligatoire fera l'objet d'une convocation par lettre recommandée rédigée soit par le maître d'ouvrage ou par le maître d'oeuvre.

6-1-2, La préréception est demandée au maître d'œuvre qui doit être avisé au moins une semaine à l'avance de la date souhaitée par l'entrepreneur pour visites et réunions.

6-1-3, La préréception technique d'un lot est subordonnée, pour l'entrepreneur concerné, aux conditions suivantes:

- Produire les procès-verbaux de tous les contrôles techniques, essais, épreuves, conformément aux normes et aux prescriptions du marché et des documents annexés qui sont à la charge de l'entrepreneur.
- Fournir au maître de l'ouvrage:
 - * deux exemplaires, dont un reproductible, de tous les plans d'exécution et de détail mis à jour après d'éventuelles modifications et visés par le maître d'œuvre.
 - * des notices de fonctionnement, de démontage et d'entretien, des listes des pièces de rechange avec indication de la fréquence de remplacement relative à toutes les installations techniques.

Article 6-2 - RÉCEPTION DE L'OUVRAGE

6-2-1 L'art. 15,2,1,2, de la norme ne s'applique pas;

6-2-2 La réception des ouvrages ne peut être demandée, et par conséquent prononcée, que simultanément pour la totalité des lots de l'opération, à l'exception de ceux pour lesquels le marché prévoit expressément la possibilité de prononcer une réception partielle ou différée.

6-2-3 Documents fournis après exécution.

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière.

6-2-3-1 Dossiers à produire par les entreprises.

Les documents que doit remettre l'entreprise après exécution des travaux figurent par lot en annexe n°1 du CCAP commun à tous les lots et sont définis précisément dans le CCTP.

6-2-3-2 Délais de remise des documents par les entreprises (DOE).

En dérogation à l'article 40 du C.C.A.G; travaux, chaque entreprise devra remettre au maître d'œuvre :

- les plans conformes aux ouvrages exécutés et les plans de recollement dans les 8 jours avant la date fixée pour les opérations préalables à la réception;

- les notices techniques, de fonctionnement et d'entretien au moment du choix sur échantillon du maître d'ouvrage. La remise des documents en cours de chantier sera planifiée et contractualisée au même titre que la planification des travaux.
- Les DOE sont à remettre en 4 exemplaires papier plus 2 exemplaires sur CD.

Article 7 ARBITRAGE

Tous les litiges résultant de l'interprétation, de l'exécution de la liquidation du présent contrat jusque et y compris la période de parfait achèvement, sont tranchés par voie d'arbitrage.

Soit Monsieur le Président du Tribunal de BORDEAUX

L'arbitre est saisi par lettre R.A.R. par le demandeur. Il convoquera les parties dans les 6 jours à compter de la saisine afin d'arrêter la mission.

Soit chacune des parties désignera son arbitre dans les quinze jours à compter de la sommation qui lui sera faite par la partie la plus diligente. Les arbitres ainsi désignés en choisiront un autre avant tout acte de procédure.

L'arbitre, ou le tribunal pourra s'adjoindre tout expert de son choix. Le délai imparti à l'expert interrompt le délai d'arbitrage stipulé ci-après.

L'arbitre, ou le tribunal, statuera :

Soit comme amiable compositeur,

Soit tranchera le litige conformément aux règles de droit.

La sentence devra être rendue dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle le ou le dernier arbitre a accepté sa mission.

Article 8 ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article L.241,1 du code des assurances, l'entrepreneur doit justifier avant ouverture du chantier qu'il a souscrit un contrat d'assurance le couvrant pour la responsabilité établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil. L'attestation ne peut émaner du courtier de l'entrepreneur.

Le Maître d'ouvrage

Le Maître d'œuvre

Les Entreprises

ANNEXE 1 au C.C.A.P

DEPENSES COMMUNES A LA CHARGE DES ENTREPRISES A COMPTER AU COMPTE PRORATA

1- INSTALLATIONS GENERALES SUIVANT LES DISPOSITIONS ARRETEES PAR LE COORDINATEUR SECURITE/PROTECTION SANTE

- Protection et entretien du branchement EU provisoire (gros œuvres)
- Protection, prise en compte et entretien du branchement d'eau existant - Abonnement auprès du service des eaux
- Exécution du branchement provisoire d'électricité
- Établissement des clôtures provisoires et panneaux de chantier (entreprise gros œuvre)
- Mise en œuvre de dispositifs de fermeture du chantier (portail, etc.) gros œuvre
- Installation d'éclairage et de signalisation compris branchement au réseau EDF Electricien
- Installations communes d'hygiène et de sécurité (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie, équipements collectifs prévus au P.G.C.S.S.) gros œuvre.
- Installation de gardiennage et (ou) d'alarmes
- Installation du bureau de chantier (gros œuvre)
- Installation de téléphone
- Évacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments gros œuvre

2 - DEPENSES DE CONSOMMATION

- Consommation d'eau et d'électricité
- Le gardiennage si celui-ci s'impose et si les entreprises le décident
- Le téléphone : il sera tenu un cahier des communications
- La mise à disposition et l'enlèvement des bennes à ordures disponibles pour l'ensemble des entreprises
- Les frais de remise en état des réseaux extérieurs et de la voirie détériorés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable

L'entrepreneur gros œuvre chargé du compte prorata procédera au règlement des dépenses correspondantes mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera, en fin de chantier, la répartition des dépenses proportionnellement aux montants des décomptes définitifs des marchés.

Dans cette répartition, l'action du Maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

3 - DEPENSES PARTICULIERES A CHAQUE ENTREPRISE

A) Nettoyage de chantier

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.

Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'œuvre, sur proposition de l'entreprise de gros œuvre.

Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

Si ces nettoyages et enlèvements ne sont pas effectués hebdomadairement, le Maître d'œuvre pourra ordonner ces travaux à l'entreprise de son choix, aux frais du compte prorata.

B) Le Préchauffage

L'entreprise qui en a besoin devra les frais de préchauffage

C) Mesures de sécurité concernant son propre personnel

Conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur, et suivant les dispositions arrêtées par le COORDONNATEUR SECURITE/PROTECTION SANTE, chaque entreprise sera tenue de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires.

En cas d'urgence, le COORDONNATEUR SPS aura toute faculté pour intervenir aux lieux et place de l'entrepreneur défaillant, par tout moyen de son choix, pour assurer la sécurité des personnes.

Les frais qu'il serait amené à engager feront, la part du COORDINATEUR,

L'objet d'un rapport au Maître d'Ouvrage permettant à celui-ci d'en imputer le montant, Soit à l'entreprise responsable si celle-ci est nommément désignée par le COORDINATEUR, soit à l'entreprise chargée du compte prorata pour imputation à ce compte.